

Der Leyen attaque en justice la Pologne qui a le culot de vouloir faire passer ses directives avant les lois du peuple

écrit par Christine Tasin | 2 septembre 2023

La Commission poursuit la Pologne pour contestation de la primauté du droit de l'UE



La plainte concerne les arrêts du Tribunal du 14 juillet et du 7 octobre 2021, qui ont conclu que les traités de l'UE n'étaient pas conformes à la Constitution polonaise et ont remis en question la primauté du droit de l'UE sur le droit national, a expliqué la Commission dans son communiqué. [Shutterstock/Quinta]

La Commission poursuit la Pologne pour contestation de la primauté du droit de l'UE



La plainte concerne les arrêts du Tribunal du 14 juillet et du 7 octobre 2021, qui ont conclu que les traités de l'UE n'étaient pas conformes à la Constitution polonaise et ont remis en question la primauté du droit de l'UE sur le droit national, a expliqué la Commission dans son communiqué. [Shutterstock/Quinta]

Il n'y a pas de dictature européenne, n'est-ce pas ! Rien que de la démocratie ! Sous prétexte que des inconscients et des salopards ont voté pour Maasricht, , le TCE, le Traité de Lisbonne... j'en passe et des meilleures... La nazie der Leyen s'arroe des pouvoirs totalitaires et veut mettre à l'amende ceux qui, forts des choix de leurs peuples, refusent sa dictature... Incroyable. Et le pire est que l'habitant moyen de l'UE n'est même pas au courant et croit de bonne foi que l'Europe est une bonne chose que l'on ne saurait éviter...

Là où on en est, une seule solution, sortir de l'UE ! C'est sans doute plus facile pour la France qui paye plus qu'elle ne reçoit que la Pologne, mais je suis sûre que si on prend le temps d'expliquer les nuisances extrêmes de l'UE, les peuples voteraient des Frexit en masse, quitte à devoir se serrer la ceinture. Mais l'heure n'est pas à la transparence politique et encore moins aux referendum pour sortir de l'UE.

La Commission européenne a déposé une plainte contre la

Pologne au sujet de la légitimité de son Tribunal constitutionnel, qui sape la primauté du droit de l'UE, a déclaré la Commission mercredi (19 juillet).

La plainte concerne les arrêts du Tribunal du 14 juillet et du 7 octobre 2021, qui ont conclu que les traités de l'UE n'étaient pas conformes à la Constitution polonaise et ont remis en question la primauté du droit de l'UE sur le droit national, a expliqué la Commission dans son communiqué.

Ces arrêts « violent les principes généraux d'autonomie, de primauté, d'efficacité, d'application uniforme du droit de l'Union et l'effet contraignant des arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne », écrit la Commission dans son communiqué.

Les décisions du Tribunal violent plus précisément l'article 19, paragraphe 1, du traité sur l'Union européenne, qui garantit aux citoyens le droit à une protection juridictionnelle effective, a ajouté l'exécutif européen.

La Commission a déjà engagé une autre procédure contre le Tribunal constitutionnel polonais, dont l'impartialité est remise en question. La présidente du tribunal, Julia Przyłębska, serait une amie proche de Jarosław Kaczyński, le président du parti Droit et Justice (PiS) au pouvoir en Pologne.

Après son arrivée au pouvoir en 2015, le PiS a entamé une série de réformes judiciaires, qui ont conduit la Commission à s'inquiéter sérieusement de la situation de l'État de droit en Pologne, en particulier du droit des citoyens polonais à un procès équitable.

Comme l'a souligné la Commission, la plus haute juridiction polonaise « ne répond plus aux exigences d'un tribunal indépendant et impartial » en raison des irrégularités dans la nomination en 2015 de trois de ses juges et de la

nomination de Mme Przyłębska en 2016.

<https://www.euractiv.fr/section/justice/news/la-commission-poursuit-la-pologne-pour-contestation-de-la-primauté-du-droit-de-lue/>

Pendant ce temps, la Pologne poursuit elle aussi en justice... der Leyen pour sa politique climatique. Un grand bravo ! Et c'est bien vu. On pourra attendre longtemps ce genre d'initiative par Macron !

*La Pologne ne veut pas du paquet climat de l'Union européenne, le « [Fit for 55](#) » qui comprend notamment [l'interdiction de la vente des véhicules thermiques en 2035](#). En effet, [comme annoncé début juin](#), la ministre polonaise du climat et de l'environnement, **Anna Moskwa**, a déposé quatre plaintes devant la C[...]*

La Commission européenne essaie de plus en plus de transformer l'UE en un État fédéral centralisé et de s'imposer comme un gouvernement central autoritaire. Ce faisant, ils s'accrochent apparemment aux principales chaînes des puissants lobbyistes industriels actifs à Bruxelles et à Washington, dans le but de nommer un [Citoyen américain](#) et lobbyiste de la grande technologie comme le montre l'économiste en chef. Cependant, les pays d'Europe de l'Est ripostent, surtout la Pologne et la Hongrie.

Les tentatives de Bruxelles de dicter la législation diviseront l'Union européenne car ce processus entraînera le non-respect par les États membres des décisions de l'UE, Bence Tuzson, le secrétaire d'État au bureau du Premier ministre Viktor Orban et futur ministre de la Justice, a récemment déclaré. Jeudi, lors d'une table ronde dans le cadre de l'Université d'été libre de Bálványos et du camp étudiant (Tusványos) – [Mandiner rapports](#) .

Il a souligné que l'UE veut imposer sa volonté aux États-nations par le biais d'une législation furtive, en assouplissant les concepts juridiques et en invoquant les vagues principes de l'État de droit et en appliquant le droit européen de manière judiciaire contre le droit national. Cependant, le droit de l'UE ne peut être appliqué que s'il n'est pas contraire aux constitutions nationales, c'est donc la Cour constitutionnelle qui peut arrêter cette tendance dommageable, a souligné le secrétaire d'État.

Le gouvernement polonais a intenté quatre actions en justice contre la politique climatique de l'UE, qu'il décrit comme " autoritaire " et garantit qu'il " n'autorisera pas Bruxelles ' diktat ".

Les trois nouvelles poursuites, intentées devant la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), concernent l'interdiction d'immatriculation de nouveaux véhicules à moteur à combustion interne après 2035, une augmentation de l'objectif de réduction des gaz à effet de serre de l'UE et une réduction des quotas d'émission gratuits dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de l'UE (ETS).

Ils font suite à une autre plainte déposée la semaine dernière contre les règles de l'UE sur l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie (UTCATF), qui, selon la Pologne, viole les compétences des États membres '.

" L'Union européenne [veut-elle décider de manière autoritaire quel type de véhicules les Polonais conduiront et si les prix de l'énergie en Pologne augmenteront,] La ministre du Climat, Anna Moskwa, a tweeté lundi. " Le gouvernement polonais n'acceptera pas le diktat de Bruxelles ' . "

Le gouvernement national-conservateur actuel de la Pologne a régulièrement critiqué les politiques climatiques et

environnementales de l'UE. Le chef du parti au pouvoir, Jarosław Kaczyński, les a décrits comme " folie et théories sans preuves ".

" À chaque Conseil de l'UE, nous avons été contre chaque document unique du paquet Fit for 55 et avons voté contre en tant que gouvernement, " Moskva a déclaré, se référant au programme de l'UE visant à réduire les émissions d'au moins 55% d'ici 2030 .

" Ce n'est un secret pour personne que nous étions contre l'ensemble du paquet, nous sommes contre l'augmentation des objectifs climatiques et la manière dont [ces efforts] sont menés et imposés [sur les pays membres]," le ministre a dit .

En mars, la Pologne a été le seul État membre à s'opposer à l'introduction d'une interdiction de vente de véhicules à essence et diesel neufs à partir de 2035. Dans l'interview, Moskva a fait valoir que l'unanimité aurait dû être requise pour cette décision, car son impact dépend fortement du mix énergétique des États membres '.

" Dans notre cas, l'interdiction des moteurs à combustion interne est absolument contraire à la politique climatique car à court terme, si nous voulons augmenter la production d'électricité [pour alimenter les véhicules électriques], cela entraînera une augmentation de la consommation de charbon, " dit-elle .

Interrogée sur les autres plaintes, Moskwa a déclaré que la Pologne contestait la plupart d'entre elles pour les mêmes raisons que l'interdiction de vendre des véhicules à combustion interne.

L'une des politiques de l'UE rejetées par la Pologne est la [modification du système d'échange de quotas d'émission](#) , ce qui obligerait les secteurs déjà couverts par le programme à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 62% d'ici

2030 par rapport aux niveaux de 2005. La réforme prévoit également une élimination progressive des quotas d'émission gratuits entre 2026 et 2034.

Un autre règlement concerne les dispositions de la nouvelle UE Carbon Limiter Mécanisme d'ajustement (CBAM), qui s'appliquera aux produits tels que le fer, l'acier, le ciment, l'aluminium, les engrais, l'électricité et l'hydrogène.

Les importateurs de ces marchandises doivent payer la différence entre la redevance d'émission dans le pays de production et le prix des quotas d'émission dans le système d'échange de quotas d'émission de l'UE. La CBAM doit être introduite progressivement entre 2026 et 2034 lorsque les quotas d'émission gratuits dans l'ETS expireront.

En tout état de cause, le fait est qu'aucune des mesures décrétées par l'UE sous le titre " Green Deal " ne change quoi que ce soit sur le climat, car elles ne peuvent pas influencer l'activité solaire ou son orbite autour du centre de masse du système solaire . Et ce sont les moteurs du changement climatique, comme Isaac Newton l'avait prédit en 1687 et comme l'ont confirmé les dernières recherches. Le CO2 n'a qu'une influence mineure, voire pas du tout. Anciennes encyclopédies telles que Konversationslexikon de Meyer rapport sur les mesures de CO2 dans les années 1820 qui ont abouti à une concentration comme aujourd'hui – lire ici .

<https://www.relais-info.fr/2023/08/la-pologne-depose-une-action-en-justice-contre-autoritaire-politique-climatique-de-lue/>



L'UE presse la Pologne de payer ses astreintes pour non-respect de la décision de la CJUE

La Commission a envoyé à la Pologne six mises en demeure de payer l'astreinte journalière due pour non-respect de la décision de la Cour de justice de l'UE obligeant la Pologne à démanteler la Chambre disciplinaire de la Cour suprême nouvellement créée et très critiquée, rapportent les médias polonais.
